



Communiqué de presse

La médecine scolaire sacrifiée !

Depuis 2009, le SNMSU UNSA Éducation alerte les pouvoirs publics sur les besoins de santé des élèves et la situation préoccupante de la médecine scolaire. Les rapports de la Cour des comptes et du CEC sont venus étayer les constats faits par les professionnels de terrain.

Les travaux, puis la loi de Refondation de l'École en inscrivant la promotion de la santé comme une mission de l'École, avaient permis d'envisager une éclaircie qui est loin de se confirmer actuellement...

Les actions des médecins de l'Éducation nationale sont globalement identifiées : coordonnateurs des interventions en matière de santé de l'élève, ils organisent les visites médicales de 6 ans, réalisent les consultations médicales d'aptitude aux travaux réglementés prévus par le code du travail, élaborent des projets d'accueil individualisé pour les enfants porteurs de maladie chronique, accompagnent des élèves porteurs de handicap dans l'orientation et les aménagements d'examens, mettent en place des projets d'accompagnement pédagogique et, bien évidemment, interviennent dans les nombreuses situations de crise individuelle ou collective dans les établissements scolaires. L'intervention des médecins de l'Éducation nationale doit s'inscrire dans une complémentarité de compétence au sein de l'équipe éducative. Elle doit s'organiser dans une dynamique de politique de santé à l'École

Est-il acceptable que les enfants en fin de primaire en zone d'éducation prioritaire n'aient ni eu de bilan de 4 ans dévolu à la PMI, ni de bilan médical de 6 ans, ni de bilan sensoriel ? Il existe une perte de chance pour certains élèves, au regard des obligations de santé, qui n'incombe pas aux seuls médecins, mais également à l'institution représentée notamment par le recteur d'académie. Et il s'agit de ne pas oublier les objectifs de réussite éducative affichés !

La baisse de la démographie médicale est loin d'être la seule responsable de cette désertification de la médecine scolaire. Depuis 2004, de nombreux médecins n'ont pas eu de contrat renouvelé, induisant une baisse de 50% des effectifs ! Notre ministère doit s'interroger sur l'attractivité du métier et sur la dynamique de recrutement. Les rectorats doivent s'impliquer ! Le SNMSU UNSA Éducation a fait de très nombreuses propositions pour éviter la pénurie médicale !

Si rien n'était mis en œuvre d'urgence, l'extinction totale du corps des médecins de l'Éducation nationale et leur fuite vers d'autres fonctions seraient programmées.

Pourtant ces médecins ont montré leur engagement et leur compétence en médecine de proximité auprès des élèves et en santé publique pour organiser la réponse à leurs priorités de santé dans une préoccupation éducative conjointe, sur les territoires.

C'est pourquoi nous interpellons le ministre pour connaître quelles sont les priorités de santé retenues pour le parcours santé de l'élève à la rentrée 2014-2015 ? Quel est le plan d'action ? Quels sont les moyens mis en place ?

L'Éducation nationale doit se mobiliser immédiatement si elle veut pouvoir décliner les chantiers annoncés dans la loi de Refondation de l'École et rendre l'attractivité méritée à la médecine scolaire.

Un message fort et positif doit être apporté rapidement !

Ivry-sur-Seine, le 24 juin 2014

Contacts :

Laurent Escure

Secrétaire général UNSA Éducation

national@unsa-education.org 01 56 20 29 51

Dr Corinne Vaillant

Secrétaire générale SNMSU-UNSA Éducation

snmsu@unsa-education.org 06 81 50 36 05